

Construire un « socialisme du 21^e siècle »

Démocratie participative en Amérique latine

Leo Gabriel

Leo Gabriel est directeur de l'Institut de recherche et de coopération interculturelles à Vienne.

De nos jours c'est la mode d'associer le mouvement des étudiants et de la jeunesse de Mai 68 à l'essai à l'échelle de la planète d'une construction d'une culture politique d'un nouveau genre. Cependant il ne faut pas oublier la différence qualitative qu'a engendrée la répercussion de cet éclatement de subjectivité sur l'évolution politique au Nord, au Sud et à l'Est. Alors que dans le Nord (aux États-Unis et en Europe occidentale), le mouvement de Mai 68 a donné forme à un sens critique généralisé des sociétés institutionnalisées en tant que telles et à une critique radicale des « sociétés de consommation » émergentes, cela a débouché, au Sud et en Europe de l'Est, sur une sorte d'impulsion révolutionnaire contre l'ordre existant, ordre dirigé par des partis ou par des dictatures militaires.

Selon Eric Hobsbawm, ce mouvement est apparu alors que la course économique et politique entre l'Est et l'Ouest, le monde capitaliste et communiste, existait encore, et juste avant que les répressions et la crise pétrolière des années 1970 ne rendent aux grands de ce monde leurs anciennes identités stagnantes et paralysées.

Cependant, en Amérique latine, ces événements ont ouvert des « fenêtres prérévolutionnaires » qui ont exposé les structures cachées d'une société désireuse de changements radicaux sans savoir comment s'y prendre pour y arriver. Dans la plupart des pays, il semble que plusieurs approches « d'avant-garde révolutionnaire » ont représenté la seule chance de renversement des pouvoirs en place si profondément enracinés dans l'histoire coloniale et l'empire contemporain (particulièrement les États-Unis). Exception faite du Nicaragua, cette stratégie a été un échec politico-militaire qui a entraîné une perte gigantesque de vies humaines sans avoir apporté les changements nécessaires aux structures politiques et économiques.

Néanmoins, dans les années 1970 et 1980 on a assisté à un autre phénomène en Amérique latine. En deçà des luttes de pouvoir des partis politiques classiques et des conflits militaires, de nombreux mouvements sociaux locaux de paysans et habitants des quartiers pauvres, ouvriers et indigènes, réfugiés et sans terre, ont émergé et ont pris de l'ampleur au niveau régional et national—souvent avec l'aide active des organisations non gouvernementales des pays du Nord. À l'ombre des gouvernements, des partis politiques, des propriétaires terriens traditionnels et des sociétés transnationales modernes, un processus d'émancipation a germé, à peine remarqué par la gauche traditionnelle. Organisée en petits groupes au sein desquels les femmes et les jeunes avaient souvent plus de poids que les leaders

détenant l'autorité formelle, une véritable démocratie populaire s'est développée peu à peu au sein des communautés, comme un mécanisme d'autodéfense contre les impositions de plus en plus violentes des propriétaires terriens, des partis politiques et des militaires et paramilitaires.

Cette « démocratie de survie », si souvent décrite par le personnel d'aide au développement, le clergé et certains représentants éloquents de la société populaire comme Rigoberta Menchu, Domitila Chungara et d'autres, s'étendait vers les montagnes du Guatemala parmi le million (ou plus) de réfugiés nationaux et dans les camps du Mexique et du Costa Rica, mais aussi dans les bananeras et les mines de Panama et de Colombie. Au Sud, des organisations plus grandes et plus fortes se sont formées, comme en Équateur, au Pérou et en Bolivie, s'appelant elles-mêmes « syndicats » ou réseaux de paysans, organisations de personnes sans terre et indigènes.

Sans que les analystes politiques et partis de gauche ne fassent attention à eux, les considérant souvent comme des « courroies de transmission » dans leurs jeux de pouvoir au sein du concept traditionnel de nation-État (en créant des divisions au sein des communautés et des activistes engagés socialement), des millions de personnes et des centaines de peuples ont trouvé la façon de vivre ensemble. Seuls quelques anthropologistes radicaux comme Guillermo Bonfil Battaglia ou des publicistes et réalisateurs de cinéma tels que Gordian Troeller et Orlando Xena ont jugé que ce phénomène était l'émergence d'une nouvelle structure politique démocratique— des démocraties de niveau bien plus élevé par rapport à la participation politique des personnes et à la capacité de réseau des communautés, que celles de la gauche orthodoxe (et bien sûr aussi de la droite).

Malgré la nouveauté et la diversité des formes de démocraties participatives qui se sont développées pendant les années 1970 et 1980 à travers l'Amérique latine (y compris les Caraïbes), celles-ci étaient considérées comme « communistes »— non pas parce qu'elles reflétaient soi-disant un concept marxiste mais parce que les agents du pouvoir politique et militaire au sein et au-dehors des gouvernements militaires pensaient que c'était la meilleure façon de s'en débarrasser. Malgré tout, grâce aux documents de Santa Fé et au Consensus de Washington, elles furent reconnues comme une menace envers l'ordre établi plus grande que la gauche traditionnelle et immédiatement soumises à une violente répression militaire et paramilitaire sur l'ensemble du continent.

Les principaux guides de ce nouveau type de démocratie participative (consciemment ou non) furent les prêtres et les religieuses, ainsi que de nombreux catholiques sur le terrain. Leurs efforts— depuis l'époque du CELAM (Conférence latino américaine des évêques) de 1968 à Medellin (Colombie) pour retourner aux origines du christianisme— en ont fait un exemple vivant qui a conduit à la reproduction de ces pratiques collectives sans lesquelles ni les processus révolutionnaires d'Amérique centrale ni les changements contemporains des gouvernements de Bolivie, Argentine et Brésil, n'auraient été possibles.

L'ironie de l'histoire est que leur succès et leur impact dans la création de réseaux société-vie civile relativement solides et de mouvements sociaux en prêchant « l'Évangile des Pauvres » les ont rendus victimes de leur propre structure

hiérarchique au sein de l'Église catholique, une église qui n'était pas prête à accepter la fin de l'ère missionnaire coloniale. Tout comme les patriarches des régimes communistes orthodoxes, ceux de l'Église catholique ont nié la réalité politique qui aurait pu, sans trop de difficulté, renouveler les institutions paralysées.

Les règles du jeu : la pratique de la démocratie participative

Selon la tradition des mouvements de résistance latino-américains, la démocratie participative est une pratique politique issue de divers contextes culturels bien plus qu'un « modèle » ou une théorie. C'est une méthode plus qu'un but en soi ; qui est apparue bien avant la rupture du « socialisme vraiment existant » du 20^e siècle.

Si l'on observe les structures politiques qui se sont développées dans les villes et campagnes d'Amérique latine dans les années 1970 et 1980, souvent en underground et soumises à une forte persécution, on y trouve certains points communs au milieu d'une articulation très différente :

1) les mécanismes de démocratie participative (DP) ont principalement émergé dans des environnements sociaux relativement petits comme des villages ou quartiers. Ce phénomène s'explique d'une part par la forte pression exercée par les pouvoirs post-coloniaux centralisés tels que les militaires, l'Église catholique, les partis politiques et parfois même les guérillas de gauche. Et, d'autre part, par la promotion de certaines théories de développement mettant en avant le slogan « small is beautiful » (ce qui est petit est joli) de Leopold Kor et d'autres, comme ultime prémisse.

Bien que la taille d'une communauté ne détermine pas toujours le comportement démocratique de ses membres, c'est cependant un facteur important. Quiconque ayant observé un Forum social ou toute autre assemblée a sûrement remarqué qu'il est bien plus facile de s'exprimer dans des petits groupes que dans des grands.

2) la démocratie participative, telle qu'elle s'est révélée en Amérique latine, repose toujours sur une identité commune qui peut être historique ou géographique, ou bien une identité moulée par l'intérêt commun ou les luttes collectives. Par conséquent, la dimension territoriale de la démocratie participative est importante. L'identité est presque toujours en rapport avec « l'espace », que ce soit un espace ouvert ou virtuel.

Même les plus grands syndicats de mineurs— le COMIBOL en Bolivie— ont créé leur identité à partir de l'individu et de la mine qui emploie un petit groupe de mineurs. Lorsqu'une manifestation d'étudiants réunit plusieurs milliers d'étudiants, chaque participant vient quand même au nom de son école ou faculté, qui représente son identité spécifique.

3) il va sans dire que la démocratie participative doit démarrer d'un processus de discussion ouverte non discriminatoire. Cela est plus compliqué en ce qui concerne la question de la création de la condition subjective dans laquelle chacun n'a pas seulement le droit d'expression mais aussi la volonté et l'occasion de l'utiliser.

C'est précisément le moment où le travail d'un modérateur entre en jeu, quelqu'un qu'on ne soupçonne pas de manipulation ou de monopolisation de la discussion.

Dans les sociétés traditionnelles, ce rôle revient généralement aux anciens ; dans les sociétés plus modernes ce sont souvent des « experts » (quel que soit le sens du mot) qui ont été choisis car on considère qu'ils sont neutres et intelligents et par conséquent mieux adaptables à des situations nouvelles.

4) même si le processus participatif de prise de décision (PPPD) investit une personne déterminée de la capacité de parler au nom d'une décision commune, il ne lui délègue pas le pouvoir de prendre les décisions. C'est aussi la raison pour laquelle dans les communautés indigènes (et ailleurs) le principe du consensus prévaut généralement sur celui de la majorité, car une décision majoritaire implique théoriquement l'existence de deux porte-parole : celui qui représente la majorité et celui qui représente la minorité. Dans ce dernier cas, certaines opinions seraient tout simplement ignorées et oubliées.

5) la seule façon de se sentir représenté dans une démocratie participative est lorsque l'on sait que le leader ou le porte-parole ne prendra pas de décision de lui-même. C'est la raison pour laquelle dans un PPPD les leaders consultent toujours la collectivité avant de prendre une décision sur une proposition.

Ceci implique une structure horizontale dans le processus de prise de décision. Le niveau supérieur n'étant pas une entité autonome, la structure a le caractère d'un réseau et non pas d'une pyramide où les actions du niveau supérieur se font au nom du niveau inférieur.

6) l'objectif ultime de ce type de processus participatif est de veiller à une autonomie maximale dans le processus de prise de décision, ce qui implique d'éviter autant que possible la dépendance envers des facteurs externes. L'autonomie et la responsabilité sociale sont les concepts clefs informant l'assemblée à tout moment du processus, des propositions aux conclusions.

Il serait illusoire de croire que l'ensemble de ces principes sont respectés à tout moment dans les discussions au sein des organisations de la société civile. Au contraire, exception faite des personnes et organismes jouissant d'un vaste héritage de solidarité, la plupart de ces préceptes sont constamment violés. Néanmoins, ce qui compte est que ces principes soient généralement soutenus même s'ils sont souvent ignorés dans la pratique. Dans ce sens, la DP a été davantage un code de conduite qu'une idéologie. En Amérique latine, tout le monde admet que la DP n'est pas un système clos, un rituel, comme les systèmes représentatifs généralement acceptés partout, mais bien un processus d'apprentissage menant à l'origine de l'idée de démocratie : la possibilité des personnes et des peuples de décider pour eux-mêmes.

Ce processus d'émancipation rencontre encore de nombreux obstacles, le travail est encore long. Certains obstacles devraient être vaincus, comme l'idée de *leadership* individuel qui gagne presque toujours du terrain lorsqu'il s'agit de pouvoir politique. La dialectique intrinsèque de la dichotomie centrale est : d'une part nous avons besoin de faire face à la question du pouvoir afin de mettre en place les changements nécessaires ; d'autre part nous devons nous ranger à la logique de la résistance qui a vu naître la pratique de la DP et existe encore.

Au sein de cette dichotomie entre la logique du pouvoir et celle de la résistance la question du soi-disant « socialisme du 21^e siècle » peut aussi se poser. À cet

égard, nous devons tenir compte du fait que ce concept n'est pas tant une question de forme que de contenu politique. Si le socialisme du 20^e siècle est issu de la tradition européenne reposant sur le concept de nation-État au lendemain de la Révolution française, l'idée d'un socialisme du 21^e siècle prend forme dans le cadre de l'histoire contemporaine d'Amérique latine.

Pas seulement parce que Hugo Chavez a été un des premiers à oser employer cette métaphore symbolique mais parce que la démocratie est en jeu et doit être différente de celle utilisée jusqu'à l'usure par les gouvernements néolibéraux et leurs acteurs transnationaux. Croire qu'il est aussi simple que cela aujourd'hui d'attendre les prochaines élections pour amener le changement est une erreur historique aussi grosse que l'idée de Mikhaïl Gorbatchev de sauver le socialisme en mettant tout simplement en place des mécanismes des démocraties représentatives occidentales.

Pour parler du « socialisme du 21^e siècle », il faut retourner à la source. Les racines ne se trouvent pas seulement dans les écrits de Karl Marx, Friedrich Engels, Vladimir Illich Lénine, Rosa Luxemburg et d'autres ; mais aussi bien avant le 19^e siècle et bien au-delà de l'histoire européenne. Les racines de ce socialisme poussent partout où des personnes et des peuples se rassemblent pour résister à l'ordre (désordre) injuste et non démocratique, dominé par une poignée de pouvoirs centralisés. Nous devons apprendre cette leçon de résistance de ceux qui sont fortement enracinés dans leur culture et leur histoire.

Les démocraties participatives et l'essor des gouvernements anti-libéraux après 1989

Le mode d'action participatif et la prise de décision collective ont pris subitement une grande importance par rapport au développement d'une stratégie politique au moment où trois événements ont secoué le monde en 1989 :

- la rupture de l'empire soviétique qui avait exercé une influence considérable sur la gauche traditionnelle d'Amérique latine et les mouvements nationaux de libération en Amérique Centrale.
- la défaite aux élections du Nicaragua du gouvernement sandiniste dont la pratique démocratique s'était sérieusement détériorée à la fin des années 1980 suite à la guerre.
- l'invasion de Panama par les États-Unis, qui devint un lieu d'entraînement pour les nouvelles techniques militaires qui pourraient servir, et furent en effet utilisées, dans n'importe quel pays du tiers monde montrant une quelconque résistance.

Pour les mouvements populaires ayant résisté pendant des décennies et même parfois des siècles, ce moment fut vécu comme une véritable défaite. Tout à coup, tout espoir d'aide économique et politique de l'extérieur fut perdu, et les organisations de la société civile qui croyaient faire partie d'un processus mondial (révolutionnaire ou non) se sont retrouvées seules avec un avenir inquiétant.

C'était l'époque des discussions sans fin au sein des partis de la gauche latino-américaine, qui ont tout à coup pris conscience du fait que leur stratégie devait

dépasser les limites étroites du concept de nation-État. En 1990, le Forum de Sao Paulo fut créé à l'initiative du Parti du travail brésilien (PT) en tant que rassemblement de plus de 50 partis de gauche et mouvements sociaux. En suivant le modèle des alliances ouvertes qui avaient permis le succès du PT au Brésil et des mouvements sociaux de plus en plus importants sur l'ensemble du continent, le Foro de Sao Paulo, en collaboration avec les mouvements nationaux de libération d'Amérique centrale, a diffusé le concept d'un « parti-mouvement » (*partido movimiento*) appelant (du moins théoriquement) à la démocratisation radicale des structures de leurs propres partis.

Mouvement indigène et construction d'une structure politique de cohésion

D'un autre côté, le mouvement indigène, qui avait survécu pendant des siècles dans les États, donna soudain des signes de vitalité inattendue alors que 1992, l'année de l'anniversaire des 500 ans, approchait—l'anniversaire de ce que certains appelaient la « Rencontre de cultures »— et d'autres « 500 ans de résistance ». Il est un fait que l'importance du Movimiento 500 años de resistencia indígena, negra y popular (Mouvement de 500 ans de résistance indigène, noire et populaire) ne peut pas être sous-estimée. Pas seulement parce que les organisations indigènes du Mexique, d'Amérique centrale et des pays des Andes prirent conscience de leur importance en tant que facteur politique, mais aussi parce qu'elles représentaient un nouvel espoir pour les nombreux mouvements non indigènes qui avaient disparu après 1989.

Des questions telles que le principe du consensus et l'abolition de tout type d'« avant-garde » ont été mises en avant de façon récurrente lors des controverses entre indiens (fiers de l'être) et les métis. Et bien que la rébellion zapatiste n'ait pas encore émergé, les graines d'une forme de démocratie étaient déjà là. Une démocratie qui n'implique pas seulement la liberté de l'individu mais aussi le droit à l'autodétermination de toutes les communautés et peuples du monde : l'autonomie.

En faisant le rapprochement entre le concept d'autonomie et le développement de la DP en Amérique latine, nous ne devons jamais oublier qu'il est le fruit d'un nombre infini de luttes sociales, politiques et culturelles pour les droits des individus en tant que groupes, collectivités et peuples. Ce n'est qu'assez tard, au début de ce siècle, que les concepts d'autonomie régionale et de DP sont arrivés jusqu'aux gouvernements à travers un ensemble de décisions stratégiques prises après la défaite de plusieurs tentatives révolutionnaires contre le pouvoir politique : au Brésil, en Argentine, au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, pour ne citer que les pays où les mouvements sociaux ont provoqué des changements de gouvernements.

Ni Luiz Inacio da Silva « Lula », ni Nestor Kirchner, Hugo Chavez, Evo Morales ou Rafael Correa n'auraient pu devenir présidents sans les mouvements et partis qui avaient évolué conformément aux directives officieuses de la DP. Ils n'auraient jamais gagné sans les activistes du Mouvement sans terre (MST), des Piqueteros, des Cocaleros et la rébellion des indigènes. Bien que Hugo Chávez soit peut-être l'exception qui confirme la règle, car il a créé son propre mouvement de masse

après avoir été élu, il est indéniable que son arrivée au pouvoir est aussi le fruit des soulèvements sociaux au lendemain de Caracazo (1988).

Mais ce serait une erreur méthodologique d'analyser l'histoire contemporaine d'Amérique latine en tenant compte uniquement des pays qui ont vécu un changement politique au niveau du gouvernement. Le cas de Andrés Manuel López Obrador au Mexique est plus qu'un paradigme pour une évolution qui pourrait être suivie par Carlos Gaviria en Colombie et plusieurs autres personnages en Amérique centrale (par ex. El Salvador et Nicaragua) et en Amérique du sud (par ex. Paraguay).

Depuis la Rébellion zapatiste en 1994, le Mexique a été le berceau de conflits de tous types, menés par des mouvements sociaux issus des luttes locales et régionales à Guerrero, Oaxaca, Morelos, Chihuahua, Veracruz et bien d'autres régions. À la différence des autres pays, au Mexique les mouvements ont été divisés sur la question du soutien à López Obrador, candidat du PRD (Parti de la révolution démocratique), qui a perdu les élections de juillet 2006 en raison d'une fraude massive du Parti d'action nationale au pouvoir, et du parti traditionnel, le Parti de la révolution institutionnelle, soutenu par le gouvernement de Bush.

López Obrador a perdu les élections bien que sa candidature ait été soutenue par un immense mouvement de masse, non pour la raison que les Zapatistes et d'autres ne l'aient pas suivi mais bien parce que son parti était trop hiérarchisé et en manque de DP. Depuis les élections, son parti s'est réparti entre la bureaucratie du parti, plus ou moins corrompue, et les « gens du mouvement » dont l'objectif est la démocratisation de la société mexicaine.

Tentative de création d'un nouveau modèle participatif au Venezuela

Le cas du Venezuela, pays considéré par certains comme le berceau du socialisme du 21^e siècle, est particulier. Comme nous l'avons dit, ici c'est le gouvernement et non pas un mouvement autonomiste qui a donné naissance à une sorte de démocratie populaire afin de consolider les nouvelles structures politiques du régime. Il est sûrement trop tôt pour savoir si ces structures arriveront au pouvoir dans un futur proche mais il est certain que les différents concepts contenus dans les propositions constitutionnelles qui ont essuyé un échec (de peu) aux élections de décembre 2007 visaient à introduire pour la première fois de l'histoire plusieurs mécanismes de DP dans la constitution :

1) la nouvelle constitution aurait fait des Conseils (*Consejos*) des organes territoriaux de prise de décision qui auraient contrôlé – et neutralisé le cas échéant – les hiérarchies des élus.

2) ce contrôle s'étendrait à toutes les sphères de la vie sociale mais aussi à l'économie où les Conseils auraient eu la faculté d'approuver ou de rejeter les comptes municipaux. Cette idée, qui a été mise en place pour la première fois à Porto Alegre (Brésil) à l'issue du Forum social mondial de 2001, est devenue depuis une pratique commune dans de nombreux pays (y compris en Europe).

3) une nouvelle définition de la propriété, établissant un système différentiel de responsabilité sociale (pas de contrôle de l'État) des entreprises tout en

encourageant le développement de coopératives de producteurs et de consommateurs, aurait été aussi une des attaques les plus puissantes contre les pratiques néolibérales.

4) et pour finir par un élément tout aussi important, la constitution aurait ratifié la pratique d'un « referendum révocatoire » (*referendum revocatorio*) permettant à un certain pourcentage de l'électorat de demander un vote de confirmation ou de rejet de chaque élu dans ses fonctions au milieu de son mandat.

Résumé

En Amérique latine, la DP a de profondes racines issues de la culture de la résistance coloniale et post-coloniale. Après l'échec des alternatives socialistes traditionnelles, des regroupements régionaux et inter-régionaux d'indigènes, des mouvements sociaux et de la société civile, qui s'étaient développés très rapidement dans les années 1970 et 1980, sont devenus la base de plusieurs options électorales reposant sur la pratique courante de DP et d'autonomie régionale.

Vu depuis une optique plus large, les gouvernements de gauche qui ont, d'un point de vue économique et politique, pris le pouvoir dans certains des pays les plus importants du continent, pourraient développer et mettre en place un type de socialisme du 21^e siècle reposant sur les diverses articulations de la société, et non pas uniquement sur la nation-État, en remplaçant les mécanismes traditionnels de représentation prétendument démocratique par une structure diversifiée de DP.